

ENTREPRISES & DROITS HUMAINS

Clarification des concepts clefs

Webinaire 9 février 2022

SPW - Direction du développement durable

by CAP CONSEIL — Serge De Backer

10' de clarification

- Combien d'esclaves travaillent pour vous ?
- **Droits humains** – un large scope
- Due diligence/**Devoir de vigilance** – savoir pour agir et réparer
- Toutes les **entreprises** !
- Droits humains et **Objectifs de Développement durable** : mêmes agendas



Les droits humains s'invitent dans notre quotidien

How many slaves work for you?

What?
Slaves work for me?

Find out
Take the survey

- Un spaghetti bolo
- Un transport routier
- Un smartphone
- ...

You have **38** slaves working for you

Let's be honest, one is too many.

We are on a mission to help every consumer, organization and business BUY BETTER by purchasing from companies who share our value of FREEDOM.

We call ourselves Made In A Free World and we believe SLAVERY IS A BUSINESS, so we (looking at you, friend) are going to make slavery go bankrupt by:

- Encouraging companies** to monitor and address slavery and child labor in their supply chains.
- Using our purchase power** to reward those companies.

Droits humains – de quoi s’agit-il ?

Droits humains

Droits du travail

Impacts
environnementaux

Gouvernance &
corruption

Droits humains

Textes fondamentaux

- 1948 – Déclaration universelle des droits humains
- **58 droits**
- Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels
- Pacte international relatif aux droits civils et politiques
- Instruments des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, des femmes, des minorités nationales ou ethniques



38 droits politiques et civils



- | | | |
|---|--|---|
| 1. Droit des peuples à l'autodétermination | 15. Droit à une audience publique équitable | 27. Droit de réunion pacifique et Association |
| 2. Droit à l'égalité | 16. Droit d'être considéré comme innocent jusqu'à Déclaré coupable | 28. Droit de propriété |
| 3. Absence de discrimination | | |
| 4. Droits civils et politiques égaux entre Hommes et femmes | 17. Pas d'emprisonnement pour des obligations contractuelle | |
| 5. Droit à la sécurité de la personne | 18. Droit en cas d'expulsion | |
| 6. Droit à la vie | 19. Absence d'interférence | |
| 7. Libéré de l'esclavage | 20. Droit à la libre circulation | |
| 8. Absence de traitements inhumains | 21. Droit d'asile contre les poursuites | |
| 9. Droit d'être traité avec humanité | 22. Droit à une nationalité | |
| 10. Droit à la reconnaissance légale | 23. Droit au mariage | |
| 11. Droit à l'égalité devant la loi | 24. Droit de participer au gouvernement | |
| 12. Droit à la dignité | 25. Interdiction de l'incitation à la haine Liberté de croyance | |
| 13. Droit de recours auprès d'un tribunal compétent | 26. Liberté d'expression | |
| 14. Absence de poursuite juridique arbitraire | | |

APPENDIX #1 Human Rights – By Source

Rights Topics	Right / Freedom	Source Article			
		ILO	UD	ESC	CP
UD = Universal Declaration of Human Rights; ESC = Convention on Economic Social and Cultural Rights; CP = Convention on Civil and Political Rights; ILO = International Labor Organization Core Conventions.					
I. Labor					
A. Working Conditions	1. Right to Favorable Working Conditions 2. Right to Work		23	6	7
B. Child Labor	1. Freedom from Exploitive Child Labor	138		10	
C. Non-Discrimination	1. Nondiscrimination	100	1,2	2	2,3
	2. Equal Pay for Equal Work	111	6	7	16
	3. Freedom of Religion		7		18
			23		26
D. Right to Unionize	1. Freedom of Association	87	20	8	11
	2. Right to Belong to a Trade Union	98	22		
	3. Right to Strike		23		
E. Fair pay	1. Right to Just Remuneration	100	23	7	
	2. Right to Holidays with Pay		24		
	3. Right to Adequate Standard of Living		25		
II. Security					
A. Freedom from violence/coercion	1. Rights to: Life, Liberty, Security of Person		3		6-
	2. Freedom from Degrading Treatment/Torture		5		11
	3. Freedom from Arbitrary Arrest, Imprisonment		7		14
				9	
B. Free speech/freedom from intimidation	1. Freedom of Thought		18		18
	2. Freedom of Expression		19		19
	3. Freedom of Assembly		20		21
III. Health / Environment					
A. Environment	1. Right to Adequate Supply of Water				12
	2. Right to Clean Air/Environment				
B. Health	1. Right to Std. of Living Adequate for Health		25		12
	2. Right to Health				
IV. Property / Economic					
A. Housing	1. Freedom of Residence		13		
	2. Right to Housing		25		
B. Livelihood	1. Right to an Adequate Standard of Living		25		
C. Property	1. Right to Property		17		
D. Privacy	1. Right to Privacy (Noninterference)		12		17
E. Food	1. Right to Food, Freedom from Hunger		25	11	
V. Education					
A. Education	1. Right to Education		26	13	
B. Childhood	1. Rights of Children				24
VI. Political					
A. Corruption	1. Right to Public and Political Participation				17
VII. Indigenous Rights					
A. Informed consent	1. Right of Self Determination, Right to Natural Resources, Right to Subsistence			1	1
B. Culture	1. Right to Cultural Participation		27		27

14 droits du travail

1. Droits sociaux, économiques et culturels égaux entre les hommes et les femmes
2. Droit à l'égalité de traitement au travail
3. Droit à une rémunération égale
4. Droit de travailler
5. Droit à des conditions de travail justes et favorables
6. Droit au repos
7. Droit à un salaire équitable
8. Droit à un niveau de vie suffisant
9. Droit à des conditions de travail sûres et saines
10. Protection de la famille - protection spéciale pour les mères avant et après l'accouchement + droit à un congé payé
11. Droit de former et d'adhérer à des syndicats
12. Droit de grève et de négociation collective
13. Interdiction du travail forcé ou obligatoire
14. Interdiction du travail des enfants

6 autres droits sociaux, économiques et culturels

1. Droit à la sécurité sociale
2. Droit à l'éducation
3. Droit de participer et de profiter de la culture de sa communauté
4. Protection de l'enfant
5. Protection des minorités
6. Droit à la santé physique et mentale

Droit du travail

8 conventions fondamentales de l'OIT



OIT – Organisation Internationale du Travail (ILO)



Organisation Internationale du Travail

CONVENTIONS FONDAMENTALES DE L'OIT

Même lorsqu'ils n'ont pas ratifié ces conventions,

les États membres de l'OIT doivent respecter leurs principes

(Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail, 1998)

✓ C87 Convention sur la liberté syndicale et protection du droit syndical, 1948

✓ C98 Convention sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

✓ C29 Convention sur le travail forcé, 1930

✓ C105 Convention sur l'abolition du travail forcé, 1957

✓ C138 Convention sur l'âge minimum, 1973

✓ C182 Convention sur les pires formes de travail des enfants, 1999

✓ C100 Convention sur l'égalité de rémunération, 1951

✓ C111 Convention concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

Due diligence – quoi pour qui ?
C'est un processus logique, étape par étape

Due diligence

OCDE

UNGP

Toutes les
entreprises !!

Due diligence

Devoir de vigilance - définition

ISO20400 – lignes directrice sur les achats responsables/durables

Due diligence

- “process through which *organizations* (3.16) proactively **identify, assess, prevent, mitigate and account for** how they address their actual and potential **adverse impacts** as an integral part of decision-making and *risk management* (3.22)”
- Autre définition libre : Le devoir de vigilance est une obligation faite aux entreprises donneuses d'ordre de prévenir les risques sociaux, environnementaux et de gouvernance liés à leurs opérations mais qui peut aussi s'étendre aux activités de leurs filiales et de leurs partenaires commerciaux (sous-traitants et fournisseurs). (France- via Novethic)

INTERNATIONAL
STANDARD

ISO
20400

First edition
2017-04

Sustainable procurement — Guidance

Achats responsables — Lignes directrices



VA-T-ON LAISSER
CELA SE PRODUIRE ?

Due diligence – un processus

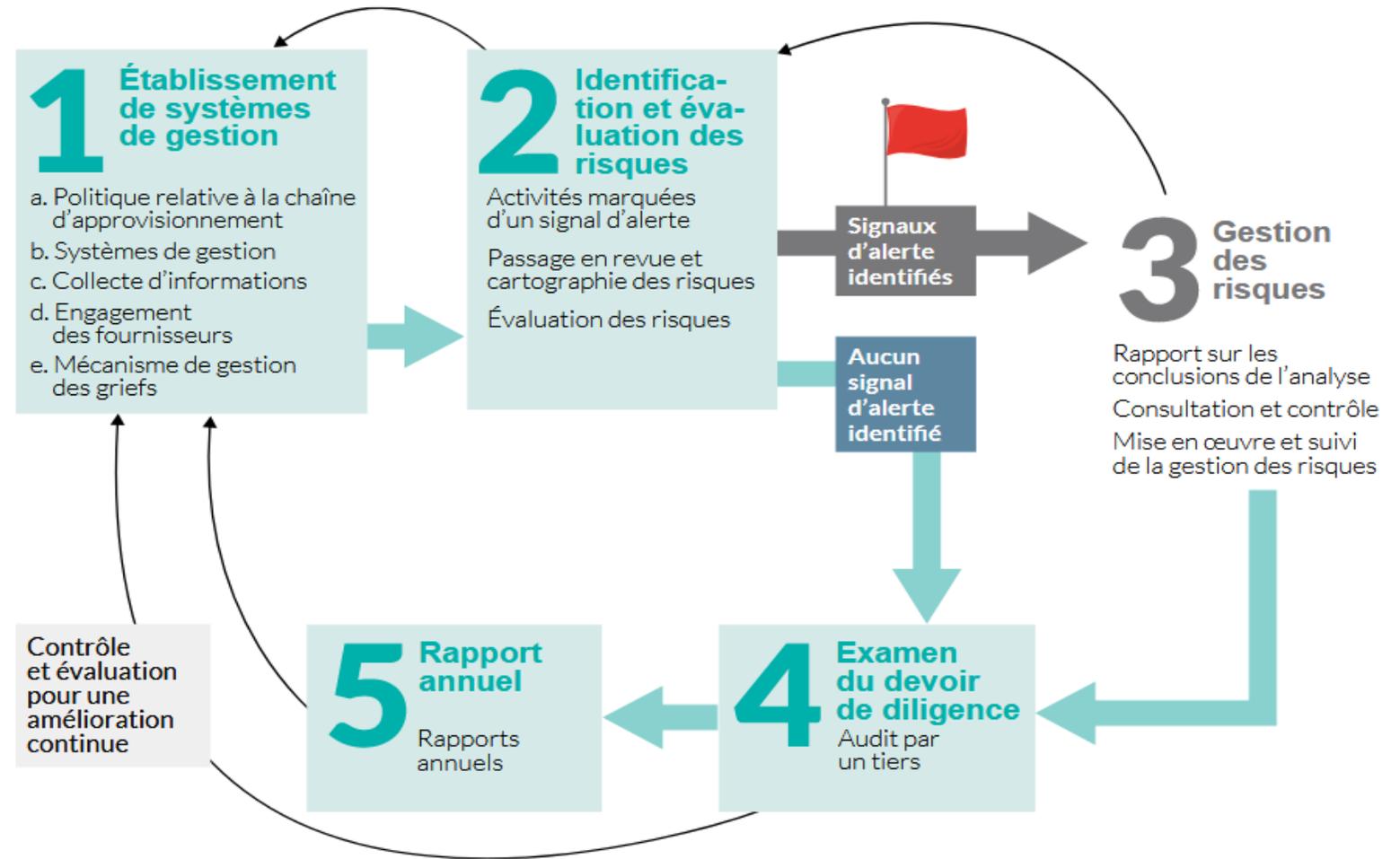
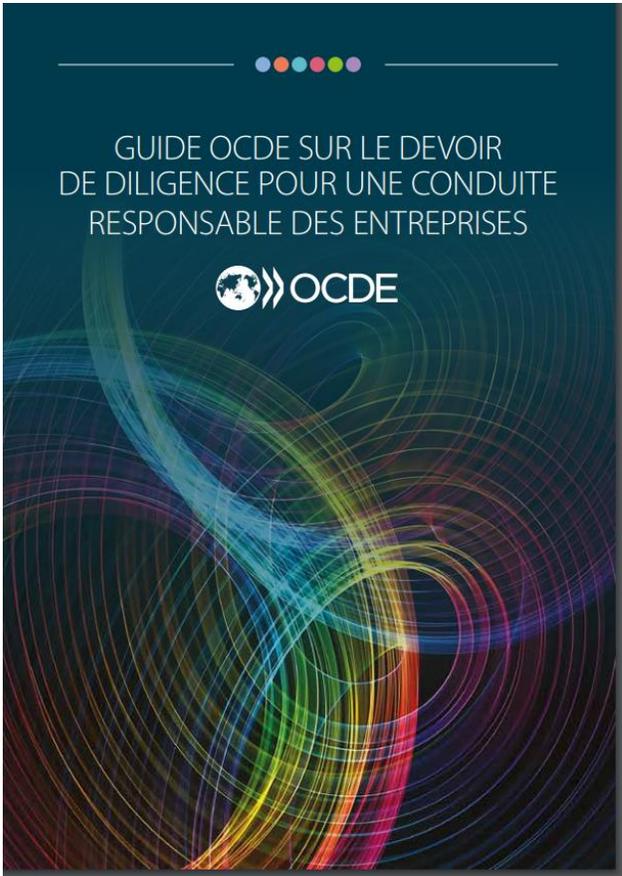
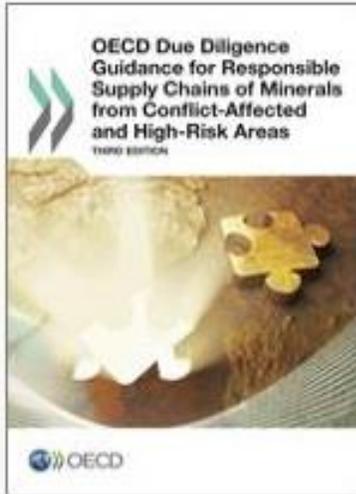


Figure 7.1. Les éléments essentiels du cadre pour le devoir de diligence en cinq étapes de l'OCDE



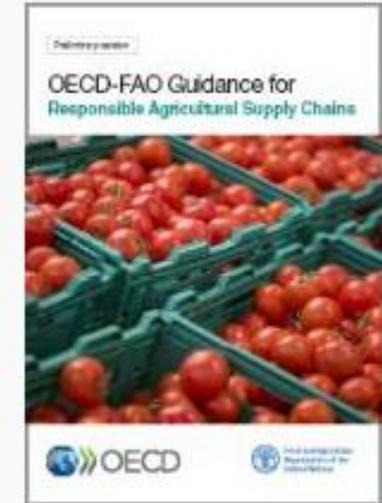
Minerals



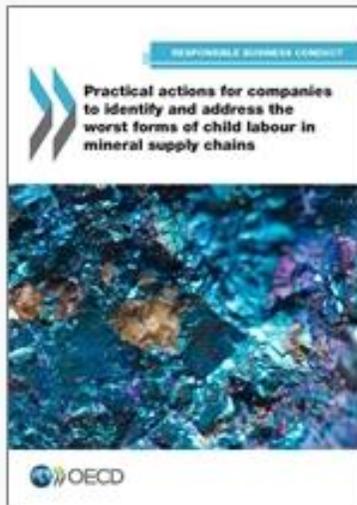
Garment and footwear



Agriculture



Worst forms of child labour in mineral supply chains



Extractives



Financial



L'OCDE a publié des lignes directrices sectorielles

UNGP

UN Guiding Principles for Business and Human Rights (2011)



THREE PILLARS of the UN GUIDING PRINCIPLES

HUMAN RIGHTS

PROTECT

STATE
duty to protect

RESPECT

CORPORATE
responsibility to respect

REMEDY

VICTIMS
access to effective remedy

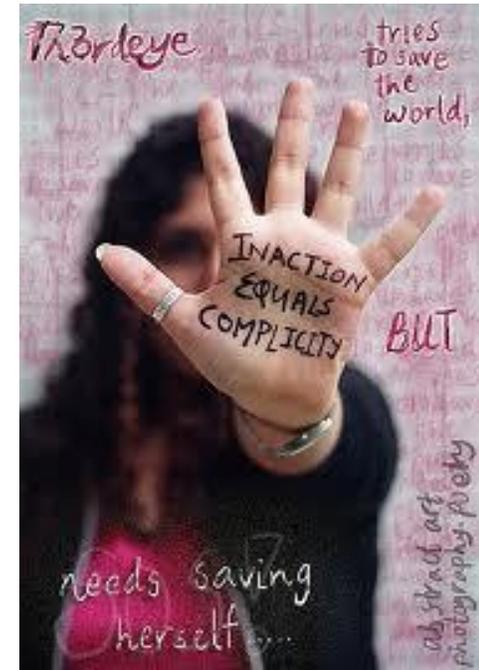


- **31 principes** – lignes directrices à l'intention des États et des entreprises pour **prévenir, traiter et réparer les violations des droits de l'homme** commises dans le cadre d'opérations commerciales.
- Approuvé à l'unanimité par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies en **2011**, développé par le professeur John Ruggie à la suite de consultations mondiales
- Constitue désormais le cadre faisant autorité sur la manière de réaliser le respect des droits de l'homme par les entreprises
- Fondés sur les normes internationales des droits de l'homme, les trois piliers des UNGP précisent que :
 1. Les États ont le devoir de protéger les droits de l'homme ;
 2. **Les entreprises ont la responsabilité de respecter les droits de l'homme ;**
 3. En cas de préjudice, les victimes doivent avoir accès à un recours effectif.

Toutes les entreprises !!

A partir de quand une entreprise est responsable ?

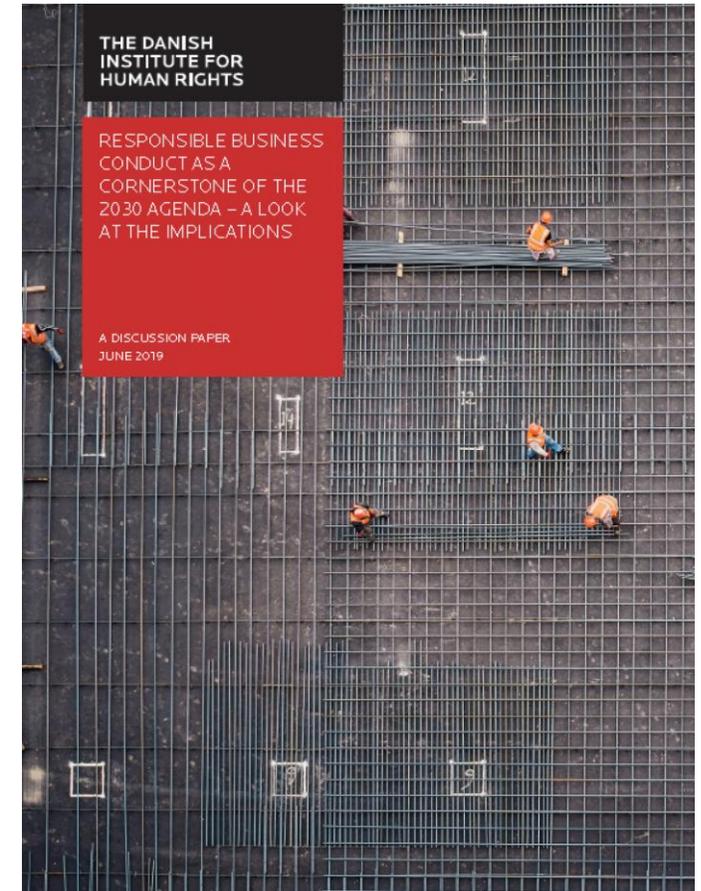
- Selon UN et OCDE, vous êtes responsables lorsque :
 - Vous **causez** un impact négatif directement à travers vos opérations
 - Vous **contribuez** à un impact négatif
 - Vos activités, produits ou services sont **directement liés** à un impact négatif **par le biais d'une relation d'affaires**
- Lien avec la notion de complicité



Droits humains et ODD/SDG's = mêmes agendas

La Belgique mentionne :

- ODD 8 – travail décent
- ODD 12 - production et consommation responsables



<https://www.humanrights.dk/publications/responsible-business-conduct-cornerstone-2030-agenda-look-implications>

Travail des enfants... droit foncier,...discrimination, salaires décents, droit à un environnement propre...



Home

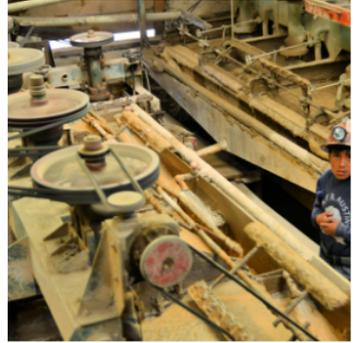
Child labour

The ILO Minimum Age Convention 138 and the ILO Worst Forms of Child Labour Convention 182 both make it clear that child labour must be abolished. Children, understood as all human beings below the age of eighteen years, must be protected from all forms of exploitation, including child labour. According to the ILO standards, hazardous work is prohibited for anyone under the age of 18, and labour is generally prohibited for anyone below 15 years of age.

According to the conventions no form of labour should interfere with a child's education, and the child's health or physical, mental, spiritual, moral and social development must be protected.

Links to SDGs and targets

► Read more



Cases on Child labour



Child labour



Community rights



Discrimination and harassment



Forced labour



Freedom of association and collective bargaining



Freedom of expression



Gender discrimination



Links to SDGs and targets
Cases on Land rights



Land rights



Rights of indigenous peoples



Tax, anti-corruption and human rights

Case brief

Bank's policy on improper land acquisitions

In 2014 the National Australia Bank (NAB) released a policy statement on improper land acquisitions. The policy includes a commitment to not lend to companies where credible evidence exists that these companies have engaged in "improper land acquisition". It also requires companies whose operations include significant land acquisition, to which NAB provides financial advice and support, to prove by 2020 that they are respecting the land rights of local and indigenous communities. This includes seeking evidence of clients' application of free, prior and informed consent "when the project has the potential to have adverse impacts on affected communities of indigenous people".

For its own part, NAB has committed to engage and educate its own employees through training programmes around the issue of illegal land acquisition. NAB has also committed to engaging with relevant stakeholders, suppliers and customers in order to encourage good practice that respects and protects the land rights of potentially and actually impacted communities.

Goals Targets Due diligence

Goals	Targets	Due diligence
1 NO POVERTY	1.1	Corporate commitment
5 DECENT WORK AND ECONOMIC GROWTH	1.4	Assessing impacts
12 RESPONSIBLE CONSUMPTION AND PRODUCTION	12.2	Integrating and acting upon findings
		Tracking and monitoring
		Communicating and reporting
		Stakeholder engagement

...nd children working at Verité and an to continue to pay the other costs for them ig (15 years old), re also required the lifts and to ng was completed.

...child labour e to be applied in all re effective rds outlined in the ound to be employed

Goals	Targets	Due diligence
4 QUALITY EDUCATION	4.1	Integrating and acting upon findings
	4.5	
	4.6	
8 DECENT WORK AND ECONOMIC GROWTH	8.5	Stakeholder engagement
	8.7	Access to remedy
	8.8	
4 QUALITY EDUCATION	4.1	Integrating and acting upon findings
	4.5	
	4.6	
8 DECENT WORK AND ECONOMIC GROWTH	8.5	Access to remedy

Merci pour votre attention 😊
CAP conseil – 010 24 25 47 –
serge.debacker@capconseil.be

